

Turquie : que cherche Erdoğan en envahissant le Rojava ?

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Istanbul | lundi 14 octobre 2019

Dans la nuit du 9 octobre, l'armée turque a lancé une opération contre le Rojava, la région autonome kurde du Nord de la Syrie, avec le feu vert de Donald Trump. Que cherche exactement Recep Tayyip Erdoğan ? Y a-t-il des risques de déstabilisation régionale, alors que l'offensive provoque déjà de nouveaux flux de réfugiés ? Décryptage avec Jordi Tejel Gorgas, spécialiste du Kurdistan.

Propos recueillis par Claire Corrion.



Blindés turcs en marche vers la ville kurde d'Afrin (mars 2018)

© Wikipedia Commons (capture d'écran)

Jordi Tejel Gorgas est professeur d'histoire à l'Université de Neuchâtel et auteur entre autres de l'ouvrage « La question kurde : passé et présent » et co-auteur (avec Boris James) de « Les Kurdes en 100 questions - Un peuple sans État » de l'ouvrage (éditions Tallandier, 2018).

Le Courrier des Balkans (C.d.B.) : Comment expliquez-vous le revirement du Président américain ?

Jordi Tejel Gorgas (J.T.G.) : Cela s'explique peut-être par le timing propre à la fois aux États-Unis et à la Turquie : les deux présidents semblent être en difficulté chez eux. Aux États-Unis, Donald Trump est embarrassé par la procédure d'*impeachment* qui pèse sur lui et qui vise notamment sa politique extérieure plutôt chaotique. Il vend le « lâchage » des Kurdes en expliquant que, lors des élections, il avait promis de donner la priorité aux affaires internes, aux intérêts américains, « America first »... Pour l'électorat américain, c'est une musique qui sonne bien. Pour la Turquie, il n'y a pas de raison unique qui explique le choix du moment. La menace que le mouvement kurde de Syrie pourrait représenter existe

depuis 2012. Les Kurdes n'ont pas mené d'action particulière, ils ont d'ailleurs toujours évité de provoquer une réaction turque. À mon avis, pour Erdoğan, il s'agit aussi d'une opération dont il attend des retombées internes, [alors qu'il est confronté à des difficultés politiques](#). La raison principale de cette invasion n'est ni la menace militaire kurde, ni l'économie, mais plutôt la popularité du dirigeant : le président turc est en difficulté depuis les élections municipales et [la perte d'Istanbul](#)... Sans oublier le fait que son gouvernement, très nationaliste, dépend du soutien de l'extrême-droite. Les deux présidents espèrent donc obtenir une hausse de leur popularité, et cela semble déjà être le cas en Turquie. Après les missiles lancés du côté syrien et quelques blessés, le sentiment patriotique s'est encore renforcé. À court terme, le pari est gagné.

C.d.B. : Au-delà de ces intérêts politiques internes, l'objectif militaire avancé par Recep Tayyip Erdoğan est de créer une zone de sécurité d'environ 400 kilomètres de long et 30 kilomètres de profondeur. Pour l'historien Hamit Bozarslan, Erdoğan voudrait ainsi « dékurdifier » la frontière turco-syrienne. Selon vous, que veut vraiment le président turc ?

J.T.G. : Il faut rester prudent car on ne sait pas exactement quelles sera l'ampleur des opérations menées, si elles vont durer longtemps ou non... Mais il est clair que l'objectif principal est de fragiliser ou d'éliminer les forces kurdes - le YPG (unités de protection populaires) et le PYD (Parti pour l'unité démocratique) - présentes dans la région.

La zone de 30 kilomètres de profondeur suffit pour contrôler la zone à majorité kurde. Cette idée n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle remonte aux années 1920. À l'époque, il n'était pas question d'avoir une force turque en Syrie mais que cette zone soit nettoyée de ces éléments - kurdes et arméniens - qui pouvaient être des perturbateurs pour la Turquie. Enfin, pour l'instant, il ne s'agit pas d'une opération de grande ampleur. Les autorités turques parlent de plus de 300 terroristes « neutralisés » et on sait qu'il y a déjà beaucoup de réfugiés kurdes qui fuient vers le nord syrien mais, pour le moment, je n'ai pas l'impression que l'on soit confronté à une opération visant à en finir une fois pour toute avec les Kurdes. Cela dit, Erdoğan ne cache pas d'autres objectifs à plus long terme, à savoir celui de réinstaller des milliers de réfugiés en territoire syrien. Cela présenterait deux avantages pour la Turquie : tout d'abord les 3,5 millions de réfugiés syriens coûtent cher à la Turquie : c'est donc une manière d'essayer d'en finir avec ce qui est considéré comme un fardeau pour l'économie turque. Et puis par ricochet, ces milliers de réfugiés, s'ils s'installent de manière durable dans cette zone tampon, changeraient l'équilibre démographique de la région. Dans ce cas, comme Hamit Bozarslan le prédit, le résultat serait l'arabisation du nord syrien. Tout va dans le sens de ce qu'Erdoğan peut désirer.

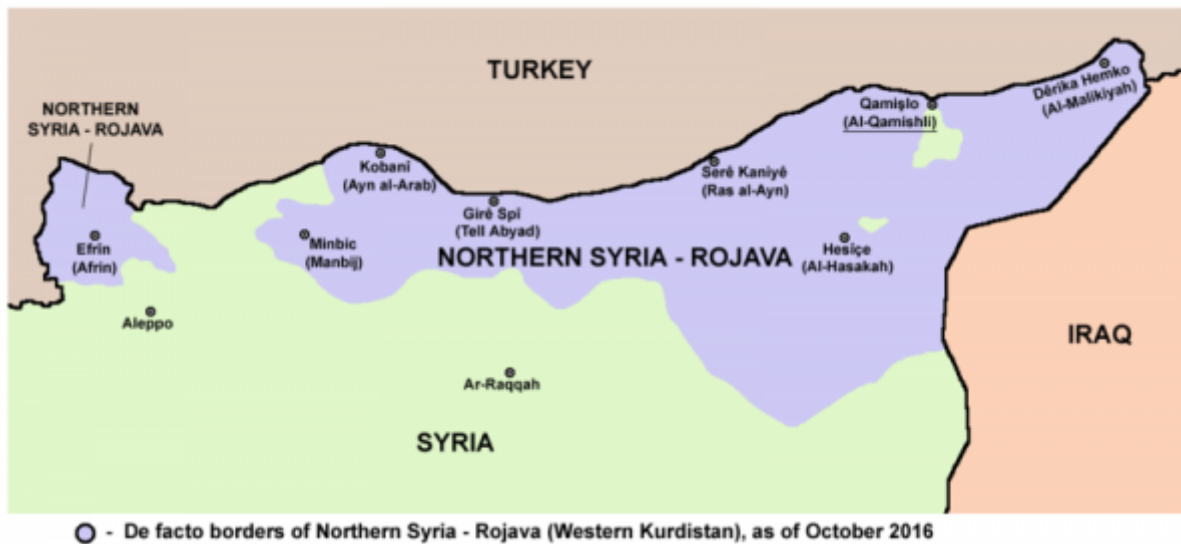
Chantage aux réfugiés

C.d.B. : Du point de vue du droit international, est-il légal de créer cette zone ?

J.T.G. : Intervenir dans un pays souverain est toujours illégal, au Moyen-Orient comme ailleurs. Si Erdoğan déplace des milliers de réfugiés par la force en territoire syrien, c'est également illégal. On peut aussi se demander comment installer des milliers de réfugiés dans une zone où ils se trouveraient en quelque sorte en plein milieu d'une ligne de front... Mais Erdoğan menace l'Union européenne en disant : « Si vous condamnez cette intervention comme illégale, je vous envoie les réfugiés syriens ».

C.d.B. : [Les réfugiés syriens](#) sont donc un moyen pour la Turquie de faire pression sur l'UE...

J.T.G. : Oui, et pour le moment ça marche. Erdoğan a su jouer avec cette carte, il a obtenu l'accord des États-Unis et le silence des Européens, même s'il y a quelques protestations. De plus, à mon avis, la Turquie n'aurait pas pu lancer cette opération sans une consultation avec la Russie. On sent une certaine complicité de la Russie qui s'explique par son soutien au régime syrien. En effet, le régime de Damas a, lui aussi, tout lieu de se réjouir de cette situation. Même s'il y a une violation de son territoire, cela peut fragiliser la région kurde et le mouvement kurde, permettant au régime d'Assad de récupérer le contrôle du nord syrien. Pour certains observateurs, un marché aurait été conclu : Damas récupérerait le contrôle d'Idlib, en échange, la Turquie mettrait fin au Rojava.



© Wikipedia Commons

C.d.B. : La Turquie a bombardé les environs de la prison d'Al Chirkin, où les prisonniers de Daesh les plus dangereux sont gardés par les Kurdes. Qu'est-ce que cela dit du rapport d'Erdoğan à Daesh ?

J.T.G. : C'est un rapport un peu ambigu. On soupçonne la Turquie d'avoir aidé, au début de la guerre en Syrie, divers groupes islamistes. Pour cette intervention, Ankara a essayé de mettre dans le même panier les Kurdes et l'État Islamique en disant « nous allons nettoyer la frontière des terroristes ». Mais si l'opération se déroule selon les plans, je ne vois pas comment cela va aider à la lutte contre Daesh puisque l'organisation n'est pas présente dans les 30 kilomètres de profondeur de cette zone tampon. C'était aussi l'un des atouts des Kurdes de dire qu'ils étaient en train de lutter contre Daesh et qu'il fallait les soutenir. En se présentant comme une force qui veut aussi lutter contre Daesh, la Turquie enlève cette carte aux Kurdes et, en l'utilisant vis-à-vis des pays occidentaux, la Turquie essaye de dire que cette opération serait aussi utile à leur cause.

C.d.B. : Les Américains ont dit qu'il appartiendrait désormais aux Turcs de prendre en charge les islamistes présents dans la région. Peut-on vraiment faire confiance à la Turquie en la matière ?

J.T.G. : Oui ou non. Ce qui est clair, c'est que dans d'autres contextes d'occupations militaires ou d'effondrement de l'autorité comme en Irak, les choses se sont plutôt mal terminées. Soit les prisonniers s'échappent, soit ils sont massacrés. Dans un contexte chaotique comme l'actuel tout peut arriver. Mais il y a aussi la possibilité que les kurdes prennent ces prisonniers avec eux quand ils se retirent de cette zone, c'est peut-être leur dernière chance de négocier quelque chose.

C.d.B. : Bachar Al-Assad a-t-il réagi à l'invasion turque ?

J.T.G. : Il y a eu quelques déclarations et quelques ouvertures vis-à-vis des Kurdes en disant : « On vous accueille, vous voyez, on vous avait dit qu'il ne fallait pas faire confiance aux États-Unis »... Je pense que la position si prudente de la Russie peut s'expliquer par le fait que, finalement, cette intervention arrange pas mal d'États dans la région. On se retrouve de nouveau dans une situation où les minoritaires, pour continuer à être actifs et survivre en tant que mouvement, doivent accepter de trouver des alliés à n'importe quel prix, parfois les États-Unis, parfois d'autres États... Aujourd'hui, le seul allié possible des Kurdes est le régime syrien.

C.d.B. : Cela reviendrait à mettre fin à l'existence politique du Rojava ?

J.T.G. : L'administration autonome kurde telle qu'elle a été mise en place disparaîtra, mais pas le mouvement. Les Kurdes et le régime syrien seront des alliés de circonstance et, une fois que la situation

se sera stabilisée, on verra. À mon avis, il n'y aura pas d'accord public à ce sujet, cela sera plutôt tacite. De toute façon, si l'invasion de l'armée turque se poursuit le long de la frontière, par exemple sur cinq kilomètres de profondeur, les principales villes kurdes seront occupées. À partir de là, l'expérience du Rojava est terminée. Enfin, si l'armée turque crée cette zone tampon, cela ne veut pas dire qu'elle s'y installera. Cela ne veut pas dire non plus que les forces turques ou les alliés de la Turquie qui s'installeront dans cette zone ne seront pas attaqués ultérieurement par les Kurdes.

CdB : Comment jugez-vous les réactions de l'UE ?

J.T.G. : Le problème c'est qu'il y a des signaux un peu contradictoires. L'Allemagne notamment semble condamner cette intervention, mais elle semble aussi montrer une certaine compréhension, ce qui montre que finalement cette condamnation n'ira pas très loin.